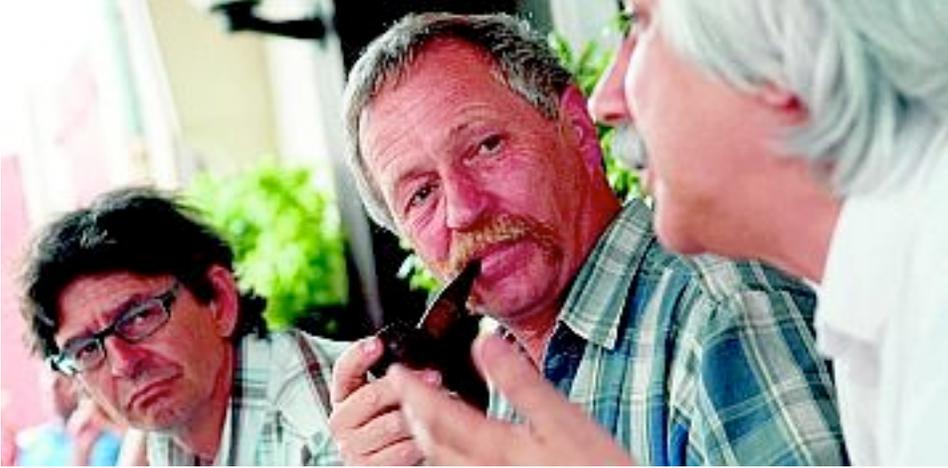


MILLAU - Édition du dimanche 24 mai 2009

Européennes - Bové et les siens ne rasant pas gratis...



Tête de liste pour Europe Ecologie dans la région Sud-Ouest, l'ancien syndicaliste paysan a animé hier un meeting à Millau. Aux côtés de quelques "experts"...

« **Quand ils sortent de nos réunions publiques, les gens ont souvent l'impression d'avoir appris quelque chose...** » A en croire Jean-Luc Touly, élu à

Wissous, en région parisienne, candidat sur la liste d'Europe Ecologie en Ile-de-France derrière Daniel Cohn-Bendit et Eva Joly, ce n'est pas dans ce mouvement regroupant les familles écologistes qu'on promet de raser gratis... Europe Ecologie serait plutôt un collectif d'"experts" qui ont diagnostiqué le mal dont souffre le monde et qui prônent une « *redistribution des cartes selon une justice écologiste* ».

« *Il est impensable de raisonner avec les critères socio-économiques du XIXe siècle encore aujourd'hui... On ne peut pas augmenter les richesses du monde éternellement . Il y a une finitude à laquelle il faut se préparer* », assure, pour sa part, François Simon, ex-tête de liste PS aux municipales à Toulouse, derrière Bové dans la région Sud-Ouest.

« *Avec nos collègues européens, nous voulons produire de la connaissance par l'action, nous opposer aux discours de récupération écologiste des grands groupes qui gèrent l'eau et qui, en dix ans, ont plus pillé les ressources que durant toute l'humanité* », enchérit Thierry Ruff, ingénieur agronome à l'IRD qui soutient sans ambages ce rassemblement des familles écolos pour les Européennes.

Ce beau monde, et quelques autres encore, étaient hier aux côtés de José Bové, régional de l'étape, en campagne dans le Sud-Aveyron. L'ancien leader de la Confédération paysanne a plaidé pour « *plus de pouvoir au Parlement européen* », expliquant que des majorités pouvaient s'y construire autour des projets, et non en vertu des « *logiques de blocs* » comme dans les parlements nationaux... La réforme de la politique agricole commune (Pac), prévue en 2013, et la nécessité de réorienter les aides ont, entre autres, motivé sa décision de se présenter. « *Il y a des urgences sociales et écologiques auxquelles on ne peut répondre qu'au niveau européen* », martèle le candidat (sérieux) à la députation. Hugues CAYRADE